

**RAPPORT DE VISITE**

ÉTABLISSEMENT				
Nom de l'entreprise : <b>Sambre et Meuse</b>				
Adresse du site : <i>54, rue des Usines</i> Commune : Feignies				
Le cas échéant, adresse du siège :				
Type d'établissement : A			Priorité : <b>autre</b>	
VISITE				
Date de la visite : 06/01/2022				
Visite	administrative	programmée	accident	annoncée
Objet de la visite : Visite avec l'ADEME suite à l'accord pour intervention en urgence impérieuse				
Liste des installations inspectées : Site complet				
SUITES DE LA VISITE				
<input checked="" type="checkbox"/> Lettre de suites	<input type="checkbox"/> Mise en demeure	<input type="checkbox"/> Autres suites administratives		

## Sommaire

I. Objet de la visite d'inspection.....	1	2. Constats de la visite :.....	3
II. Présentation succincte de l'établissement.....	2	IV. Conclusion et suites administratives .....	3
III. Résultats de la visite d'inspection.....	2	V. ANNEXE.....	4
1. Contexte de la visite.....	2	1. Planche photos.....	4

## **I. Objet de la visite d'inspection**

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

Il s'agit d'une visite à l'initiative de l'ADEME, sollicitée pour une intervention en urgence impérieuse sur le site.

Elle porte sur l'état du site depuis la visite de juillet 2021, suite aux opérations de déferrage en cours sur le site.

## **II. Présentation succincte de l'établissement**

L'établissement, créé en 1911, était spécialisé dans la fabrication de pièces en acier moulé, notamment pour l'industrie ferroviaire, la mécanique générale, les travaux publics. Il était exploité par la société MANOIR INDUSTRIE.

En 2002, la société MANOIR INDUSTRIE a filialisé le site de FEIGNIES par cession du fond de commerce. Dans ce cadre, les activités de l'usine de FEIGNIES ont été reprises par la société SAMBRE ET MEUSE.

Le site a été placé en redressement judiciaire le 16/09/2014 par décision du tribunal de commerce de Valenciennes. Par jugement du tribunal de commerce de Valenciennes du 09/03/2015, le site a été placé en liquidation judiciaire, le liquidateur désigné étant Maître SOINNE.

À ce titre, le liquidateur devient le représentant légal de l'exploitant.

Par courrier du 27 février 2020, le liquidateur a signifié son état d'impécuniosité relatif à cette liquidation judiciaire.

Deux visites ont eu lieu en présence de l'inspection des installations classées et de l'ADEME pour évaluer les besoins de mise en sécurité du site en date du 20/04/2021 et du 19/07/2021. L'ADEME a établi un rapport de restitution des conditions techniques et financières préalable à l'intervention.

Devant l'ampleur des besoins de mise en sécurité du site et face au potentiel de danger de pollution irréversible du site et du risque pour les populations avoisinantes, l'ADEME préconise une première intervention en urgence impérieuse.

Par courrier du 02 septembre 2021, Monsieur le préfet du Nord a sollicité l'accord du Ministère en charge de l'environnement sur cette intervention de l'ADEME, consistant en la mise en sécurité de l'ancien site de la société SAMBRE ET MEUSE, situé sur le territoire de la commune de FEIGNIES.

Par courrier du 03 décembre 2021, le Ministère en charge de l'environnement a donné son accord pour une intervention de l'ADEME pour la mise en sécurité de l'ancien site de la société SAMBRE ET MEUSE. Le rapport proposant les arrêtés de travaux d'office et d'occupation des sols ont été transmis à Mr le Préfet le 13 janvier 2022.

## **III. Résultats de la visite d'inspection**

### **1. Contexte de la visite**

Compte tenu de l'accord du Ministère en charge de l'environnement pour une intervention en urgence impérieuse de l'ADEME, celle-ci a souhaité organiser une nouvelle visite du site en présence de l'inspection des installations classées afin de constater l'évolution de la situation par rapport à son rapport de restitution des conditions techniques et financières (RCTF). En effet, ce RCTF a été

établi sur la base des constats réalisés lors de la visite du 20 avril 2021. Depuis, les opérations de ferrailage sur le site se sont poursuivies.

La visite du 19 juillet 2021 avait ainsi constaté que des opérations de ferrailage étaient en cours. Celles-ci devaient se poursuivre jusque fin août 2021.

Par ailleurs, les fours tunnel ainsi que les installations de grenailage encore présents lors de la visite du 20 avril 2021 avaient été démantelés.

Concernant les transformateurs du hall 2, (répertorié sous station Nord dans le rapport ENTIME de cessation), il a été constaté que ces transformateurs, qui n'avaient pas fait l'objet de recherche durant la précédente visite, ne sont plus présents sur le site.

## 2. Constats de la visite :

L'inspection s'est déroulée en présence de l'ADEME. Le liquidateur, informé par l'ADEME de cette visite, n'était pas présent.

Les opérations de ferrailage se poursuivent sur le site. Ces opérations présentent des risques pour :

- **la stabilité des bâtiments** : les poteaux de soutien de la structure sont découpés en deux (cf. planche photographique) ;
- **l'environnement** : les transformateurs présents sur le site lors de la visite du 19 juillet 2021 ne sont plus présents. Ceux-ci, compte tenu de leur âge, contenaient très probablement des PCB. Le sol et les canalisations ouvertes à proximité présentent des traces d'huiles, probablement contaminées (cf. planche photographique) ;
- **les personnes** : de nombreuses plaques d'égout ont été retirées, laissant ainsi des ouvertures dans le sol où des personnes pourraient chuter (cf. planche photographique).

Le jour de l'inspection, deux bennes de la société STROH sont présentes sur le site : une à l'entrée du site en extérieur, l'autre à l'intérieur d'un bâtiment. Cette dernière contient des métaux, dont des poteaux a priori.

Le liquidateur contacté par téléphone le 10 janvier 2022 a été informé de la situation. Ses obligations, à savoir la préservation des intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, lui ont été rappelées. Le liquidateur a déclaré ne pas être au courant que les opérations de ferrailage étaient toujours en cours sur le site.

Compte tenu des opérations de ferrailages sur la structure des bâtiments, l'inspection des installations classées a exigé que les opérations de ferrailage en cours soient arrêtées.

La société STROH a également été contactée par téléphone et par courriel le 10 janvier 2022. Celle-ci a déclaré être mandatée par la société Viano Even pour déposer les bennes mais ne pas être impliquée dans les opérations de ferrailage. (L'entreprise réalisant le ferrailage est différente de celle précédemment rencontrée par l'inspection des installations classées le 19 juillet 2021). L'inspection des installations classées a donc demandé à la société STROH que les bennes soient retirées, en ayant au préalable sollicité l'accord du liquidateur pour pénétrer sur le site.

Ces informations ont été portées à la connaissance du liquidateur par courriel le 10 janvier 2022. Ses obligations lui ont été de nouveau rappelées dans le courriel.

Par ailleurs, dans le RCTF, l'ADEME envisageait de procéder à la recherche du captage AEP présent sur le site. Ce captage était localisé à proximité des transformateurs qui ont été démantelés. La recherche de ce captage est rendue plus compliquée du fait des mouvements de terre qui ont eu lieu à proximité.

Le tour extérieur du site confirme les constats réalisés durant la visite du 19/07/2021, à savoir qu'aucun dispositif limitant l'accès aux seules personnes autorisées (R. 512-39-1 et 1242 du code civil) n'a été mis en place rendant des intrusions possibles, notamment depuis le délaissé SNCF.

Une planche photographique est présente en annexe 1.

Information postérieure à la visite d'inspection :

L'ADEME s'est de nouveau rendue sur le site le 09 février 2022. À cette occasion, l'entreprise STROH a pu récupérer ses bennes. Le ferrailage a bien cessé sur le site.

**IV. Conclusion et suites administratives**

Une inspection a été effectuée le 06/01/2022 dans l'établissement Sambre et Meuse sur la commune de Feignies.

Conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement, une copie du rapport est transmise au liquidateur, représentant du dernier exploitant, en annexe de la lettre de suites envoyée par courriel.

L'inspection propose au Préfet de transmettre à l'ADEME un exemplaire du présent rapport actant de la visite commune relative à la mise en sécurité du site et à l'évacuation des déchets.

Par ailleurs, l'inspection a transmis par rapport du 13 janvier 2022 à Mr le Préfet du Nord les projets d'arrêtés préfectoraux de travaux d'office et d'occupation temporaire des sols afin de permettre l'intervention ADEME.

**V. ANNEXE**

**1. Planche photos**





Poteaux intacts et découpés



Zone des transformateurs démantelés





Canalisation entourant la zone des transformateurs démantelés, présence d'eau et d'huile, de couleur rouge



Emplacement estimé de l'ancien captage AEP





Trous dans le sol sans système anti chute



Benne présente à l'intérieur  
d'un bâtiment, présence de  
poteaux métalliques